

Marianne DÉVOILE

Chaises vides

QUI VEUT LA MORT DES PRÉPAS ÉCO ?

Concurrence accrue des écoles et de la fac, délaissement des maths au lycée... les classes préparatoires économiques peinent à attirer les lycéens. Au point d'interroger sur le coût en argent public qu'elles représentent. *Par Marie-Estelle Pech*

Si, au sein des grandes villes, de Paris à Lyon en passant par Montpellier, les classes prépa sont le plus souvent pleines comme des œufs, avec 40 à 48 élèves par classe, une proportion grandissante peine à se remplir en banlieue parisienne et dans les villes moyennes. « Certaines classes préparatoires économiques et commerciales (ECG) sont vides en Île-de-France, avec à peine une quinzaine d'élèves, notamment dans l'académie de Versailles. Nous avons aussi quelques prépas maths sup à moins de dix élèves, mais cette problématique se concentre essentiellement sur les classes ECG », observait, il y a quelques semaines, Sylvie Retailleau, la ministre de l'Enseignement supérieur.

Les classes prépa ECG souffrent depuis cinq ans, ce qui interroge un recteur du sud de la France : « Comment justifier que l'on mette autant d'argent public - certains professeurs de prépa émargent à 5 000 € net par mois - pour une vingtaine d'étudiants, quand nos classes de sixième, au collège, comptent souvent plus de 30 élèves et dont les professeurs gagnent moins de 2 500 € net par mois ? »

En septembre 2022, un tiers des classes ECG n'étaient remplies qu'à moitié. Si une hausse de 5 % des étudiants à la rentrée 2023 a rassuré le milieu, les effectifs ne sont pas partout revenus à la normale et l'équilibre reste fragile. Dans sa prépa publique de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), Thibaut

a par exemple bénéficié de petits effectifs : 20 élèves la première année en 2022, 13 en seconde année en 2023. S'il a finalement réussi à intégrer une école de commerce de renom du « top 5 », ses camarades ne sont pas parvenus à en faire autant. « Plus les classes sont bonnes, plus elles sont blindées. Elles n'ont pas besoin de faire d'efforts pour attirer les étudiants », commente-t-il. C'est une des nombreuses raisons pour lesquelles les « classes prépa de proximité » font moins recotte : elles ne conduisent presque qu'à des écoles de commerce de deuxième ou de troisième zone, aux débouchés parfois à peine meilleurs que ceux des universités. Les professeurs de prépa, eux, accusent la réforme du lycée concoctée par Jean-Michel Blanquer d'avoir asséché le vivier des lycéens de bon niveau en mathématiques.

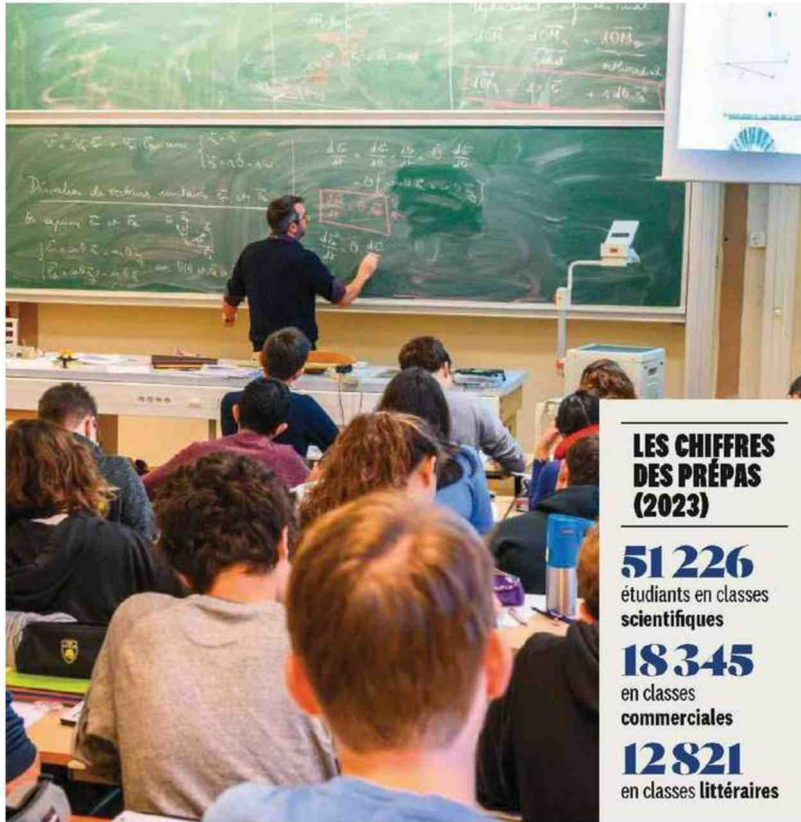
Objectif : sauver les structures

Au lycée Voltaire, à Orléans, les effectifs sont descendus à 34 par classe en 2022-2023. Pour remonter à 48 élèves en septembre, on a accepté des élèves n'ayant que 11 ou 12 sur 20 de moyenne en terminale, à partir du moment où le conseil de classe précisait qu'ils étaient « travailleurs » : « Certains élèves avec mention "très bien" au bac, désinvoltes, s'écroulent en prépa. À l'inverse, nous avons des élèves avec mention "assez bien" ou "bien" qui s'épanouissent », justifie Christine Pires, professeure d'espagnol dans ce lycée. « Les prépas commerciales de proximité ont réussi à



remonter leurs effectifs en prenant des profils qu'elles n'auraient jamais acceptés avant. On peut considérer que c'est un effort de démocratisation... ou que c'est un nivellement par le bas. En réalité, il s'agit surtout pour les intéressés de sauver ces structures », estime un proviseur. Une analyse contre laquelle Joël Bianco, proviseur du lycée Louis-le-Grand, à Paris, et président de l'association des proviseurs de classes prépa s'élève : « Depuis vingt ans, on entend que ces classes vont disparaître. À la rentrée 2023, nous progressons, ce qui permet de tordre le cou à l'effondrement annoncé. C'est bien que ces parcours profitent à un public plus large. On oublie les avantages de ce modèle : l'accompagnement des élèves est d'une qualité incroyable et c'est gratuit. »

Pour les 2 000 enseignants en ECG, l'enjeu est crucial. Avant de reculer face à la bronca professorale, le gouvernement avait envisagé en 2023 une réforme qui diminuait notamment le nombre d'heures de maths, histoire de rendre ces dernières plus attractives. Pour ces profs, cela signifiait moins d'heures de cours, une rémunération moindre et un retour au lycée dans un milieu bien moins stimulant intellectuellement. Aussi ces derniers se démènent-ils pour promouvoir la formation dans les salons étudiants, lors de portes ouvertes, etc.



ÉQUILIBRE FRAGILE En septembre 2022, un tiers des classes ECG n'étaient remplies qu'à moitié. À la rentrée 2023, malgré un léger mieux, les effectifs n'étaient pas partout revenus à la normale.

plus les «coachs» payés rubis sur l'ongle en terminale pour qu'ils tentent de leur faire intégrer la London School of Economics, l'université McGill de Montréal, l'école de Lausanne ou HEC Montréal. « Avant, la fuite des cerveaux se manifestait chez les étudiants âgés d'environ 24 ans, une fois un diplôme en poche. Maintenant, c'est parfois dès l'âge de 18 ans! », assure un professeur du lycée Saint-Louis, à Paris.

LES CHIFFRES DES PRÉPAS (2023)

51 226

étudiants en classes scientifiques

18 345

en classes commerciales

12 821

en classes littéraires

Ils ont aussi dû adoucir leur discours. En classe prépa au lycée Kléber de Strasbourg, il y a vingt ans, Flodie recevait des injonctions sacrificielles : « Je devais éviter toute relation avec mon petit ami et abandonner mes activités artistiques si je voulais réussir. » Ce type de propos est aujourd'hui « impensable », assure Alain Joyeux, président de l'Aphec (Association des professeurs des classes préparatoires économiques et commerciales) : « Nous faisons attention car les jeunes sont aujourd'hui très attentifs à leur équilibre de vie. Si ça ne leur convient pas, ils partent. On leur recommande au contraire de continuer à pratiquer leur instrument de musique et à se détendre. De toute façon, ce n'est pas en les écrabouillant de boulot qu'on en tire le meilleur. » Il se rassure avec les anciens, qui soutiennent unanimement leur formation. Dans une étude menée en novembre 2021 par l'Edhec NewGen Talent Centre, 97 % d'entre eux estimaient que leur expérience avait été enrichissante,

notamment grâce à la stimulation intellectuelle, la qualité de l'enseignement et l'esprit de camaraderie.

Comment, pourtant, expliquer cette baisse d'attractivité ? La concurrence faite aux classes prépa, inexistante il y a vingt ans, est aujourd'hui vive. Les universités sont devenues plus attrayantes, proposant notamment des filières sélectives : les doubles licences (droit et anglais, ou encore histoire et communication) pullulent. Il est par ailleurs très courant d'intégrer une grande école de commerce sur dossier, directement après une licence, en évitant le stress de la case prépa. De fait, sur les 24 écoles de commerce dont l'entrée se fait sur concours, la moitié n'ont pas atteint leur quota d'étudiants de prépa ECG en 2022 et ouvrent leurs portes à des profils issus de formations universitaires.

De façon plus anecdotique, les rejetons des familles les plus fortunées n'hésitent plus à s'exiler pour éviter la prépa. On ne compte

Diversification

Dernière raison : certaines écoles de commerce post-bac privées, comme l'Ésegu ou l'Essca sont équivalentes voire meilleures en matière de débouchés que les dernières écoles de commerce recrutant sur concours. Même les « grandes écoles », appâtées par cet argent facile, créent du post-bac : HEC vient de lancer un très lucratif Bachelor international, à plus de 20 000 € l'année, en partenariat avec l'université Bocconi de Milan. Si ces écoles se diversifient, c'est parce que leurs coûts de fonctionnement sont colossaux. Pour rester accréditées et bien placées dans les classements internationaux, elles doivent recruter des professeurs étrangers, des docteurs, ouvrir des campus hors de France, produire des articles de recherche de rang A.

Pour le moment, l'augmentation exponentielle des frais de scolarité – le coût moyen pour une école de commerce grimpe à 43 358 € – n'a pas fait fuir les familles, qui misent sur le système de l'alternance, moins onéreux. « Mais si un gouvernement met un frein à ce système, comme il en est souvent question, les familles de classes moyennes et moyennes-supérieures se détourneront de ces formations », estime Dimitri Des Cognets, à la tête du site de référence Major-Prépa & Business Cool. Dans ce contexte économique tendu, on peut s'attendre, dans les prochaines années, à des fusions d'écoles, comme cela s'est déjà vu dans les années 2010 : Kedge est ainsi issue de la fusion des écoles de Marseille et de Bordeaux. Skema est issue de la fusion d'une école de Sophia-Antipolis et d'une autre de Lille. Neoma regroupe désormais Reims et Rouen. De quoi rebattre les cartes. ■

